

Environnement

Des écoliers thônésiens sont initiés à une méthode japonaise qui met les arbres en concurrence entre eux.

Sophie Simon

«Vous êtes contents d'être là?» «Non», ont répondu certains élèves, avec une répartie qui fait honneur à leur préadolescence. Cette anecdote, c'est Aude Jacquet, architecte paysagiste et directrice de l'entreprise du même nom, qui l'a relevée, avec le sourire.

En ce mardi matin ensoleillé, des écoliers de 8P (11-12 ans) accompagnés de professionnels sont venus participer à la plantation d'une microforêt urbaine à côté du nouveau quartier de Belle-Terre, à Thônex.

Un «piège de CO₂»

C'est l'histoire de terres de déblais de chantier, qui, au lieu d'être évacuées pour des fortunes, ont formé une petite butte sur un triangle de près de 7000 m². La Ville voulait y voir un projet participatif, l'entreprise propose alors d'essayer d'y créer une «forêt Miyawaki», du nom d'un botaniste japonais à qui l'on doit cette méthode de plantation très dense (en théorie, trois arbres par mètre carré) qui met les spécimens en concurrence pour chercher la lumière et accélérerait ainsi vertigineusement la croissance. Des essais de moindre ampleur ont déjà été lancés en ville de Genève (lire nos éditions du 25 mai et 15 novembre). Un gain de temps, et aussi un «piège de CO₂», comme nous l'explique le jeune Kilian.

«On creuse, poursuit-il, pelle à la main, et on attend pour planter que ce soit à la bonne hauteur (ndlr: profondeur). Au bout d'un moment, ça va faire mal au dos.» Au choix, des pins, des érables, des charmes... «Mettez la pelle comme ça, enchaîne Deyyan, et puis mettez votre pied dessus pour enfoncer. Moi je ne fais pas la pelle car je suis

Comment créer une forêt de toutes pièces



Des écoliers de 8P ont participé hier matin à la plantation d'une microforêt urbaine à Thônex. LUCIEN FORTUNATI

trop léger, la pelle ne bouge pas.» «Après, il faudra juste l'arroser, et le soleil», conclut Matteo. Le trio n'en est pas à son coup d'essai, tous ont déjà planté des arbres en famille, surtout fruitiers. «En Serbie, j'ai planté un abricotier à moi tout seul!» relate Matteo avec fierté. Ces jeunes semblent avoir retenu les grandes lignes des quatre séances préparatoires faites en classe. Dont une expérience avec une petite serre, qui leur a permis de comparer son effet sur fond blanc et noir, avec ou sans vitre.

Leur enseignant, Julien Ochsner, reprend une jeune fille qui n'a pas revêtu des habits de circonstance pour une matinée de jardinage: «Pourquoi tu as mis un pantalon blanc toi aussi...» Après quelques appréhensions, il semble satisfait du déroulement de la demi-journée: «Là, la difficulté c'est l'âge, un préado, de base rien ne l'intéresse. Mais ils ont été sensibilisés, donc ça leur parle, de planter pour lutter contre le réchauffement climatique, de faire leur part.»

Entre deux pelletées, un rien

fait l'événement. «Oh, un bébé ver de terre!» Quelques dizaines de minutes plus tard, c'est un bébé escargot qui monopolise l'attention. Les élèves qui ont besoin d'une pause rejoignent l'atelier de l'association Terragir, où ils répondent à un quiz sur le climat - qu'est-ce qu'une carotte glacière, hein? - et inventent des slogans de manifestation. Johan, jardinier, interroge Ilakkiya sur l'utilité de recouvrir le plant de copeaux de bois. «C'est surtout pour éviter les mauvaises herbes, sinon elles poussent massivement et ça

étoufferait l'arbre», lui apprend-il.

Financement public-privé

Le projet est budgété entre 30 et 40 francs le mètre carré, avec un financement public-privé. «Ce qui coûte le plus cher, c'est la main-d'œuvre, là on a une main-d'œuvre gratuite, encadrée...» plaisante Aude Jacquet. Au dernier Conseil municipal de Thônex, une motion du groupe PDC-Vert libéraux demandant la création de forêts Miyawaki, et la recherche d'autres parcelles propices, a été renvoyée en commission.

Mobilisation dans les collèges pour les Ukrainiens

Solidarité

Des élèves et des enseignants organisent des collectes de vêtements que le Centre social protestant redistribuera aux réfugiés.

Des sacs de vêtements et de chaussures remplissent la salle de classe du Collège Calvin. Sébastien, civiliste, Victoria et Anna-Karina, coprésidentes de l'association d'élèves, s'affairent à trier les affaires. Durant plus d'une semaine, le trio, soutenu par la direction, a réceptionné des dons d'élèves comme de professeurs en faveur du Centre social protestant (CSP) et de Caritas, qui les mettront à disposition des réfugiés dans leur Vestiaire social - structure qui distribue gratuitement vêtements et chaussures aux personnes précarisées.

«Il y a même du neuf»

L'initiative émane d'un enseignant du Collège Rousseau, qui a de la famille en Pologne et en Ukraine, et dont l'idée a essaimé dans la majorité des collèges genevois ainsi qu'au CFP arts. «Il nous a contactés pour savoir si nous voulions mettre en place une collecte de vêtements. Nous avons bien évidemment donné suite et dédié une salle pour la réception et le stockage», rapporte Nicolas Levet, doyen à Calvin. La récolte est plutôt bonne, «il y a un peu de tout, des affaires pour adolescents, pour enfants, pour toute saison, en bon état - il y a même du neuf, raconte Sébastien. On a même des gens extérieurs au collège qui sont venus, le bouche-à-oreille a fonctionné dans tout le quartier.»

À Rousseau, qui a terminé la récolte vendredi, l'action a été menée par deux élèves du groupe climat. «C'est une manière d'aider à notre niveau, c'est une cause qui nous tient à cœur, explique Lou, 18 ans, coorganisatrice avec Ombeline. Nous avons annoncé l'action sur les réseaux sociaux et avons tenu un petit stand durant les pauses. Ça a bien marché, nous avons récolté une vingtaine de sacs.» D'autres collèges vont leur emboîter le pas ces prochains jours. Le CSP viendra chercher les dons directement dans les collèges.

Genevois généreux

«En temps normal, le Vestiaire est accessible uniquement aux personnes qui bénéficient d'un bon délivré par l'Hospice général et d'autres services sociaux, relève Alain Bolle, directeur du CSP. Mais à titre exceptionnel et pour parer à l'urgence, les personnes en provenance d'Ukraine pourront venir chercher des vêtements sans attendre de recevoir leur permis S et leur droit à des bons.»

Le directeur loue l'implication et la «grande générosité» des Genevois, tout en rappelant que ceux qui souhaitent aider peuvent s'engager, proposer un logement ou offrir un don via la plateforme cantonale solidariteukraine.ch. «Le Conseil d'État a tiré les enseignements de la crise du Covid. Face à cette urgence-ci, il y a une bien meilleure coordination avec les associations et on évite la multiplication des réponses.»

Aurélié Toninato

PUBLICITÉ

24 heures | Partenaire média

septembre musical
Montreux - Vevey
76^e édition



19 - 29

SEPTEMBRE 2022
MONTREUX-VEVEY

www.SeptembreMusical.ch

Wiener Symphoniker
Wiener Sängerknaben
Rolando Villazón
Julia Hagen
Emmanuel Tjeknavorian
... et bien plus

BILLETTS
www.SeptembreMusical.ch
+41 21 962 80 05

Nouveau vote de défiance du personnel de l'OMP contre Anne Emery-Torracinta

Scandale de Nancy
Plus de 500 votants demandent le rattachement de leur office au collège gouvernemental.

La commission du personnel de l'Office médico-pédagogique (OMP) a organisé un deuxième vote de défiance contre Anne Emery-Torracinta, et l'a fait savoir ce mardi au Conseil d'État par courriel, selon nos informations. Déçus de voir sa demande de détacher leur service du Département de l'instruction publique (DIP) refusée par le gouvernement, ses membres ont recontacté le collège pour leur relater «l'ampleur de la rupture du lien de confiance» avec la magistrate socialiste, suite au scandale de Nancy et à l'audit qui a suivi.

Un premier scrutin en assemblée du personnel avait réuni 112 votants, dont 88% s'étaient montrés favorables au détachement de l'office et à son rattachement au collège gouvernemental. Ses conclusions avaient été envoyées au Conseil d'État le 12 mars. Or, selon la missive que la «Tribune de Genève» a pu consulter, aucune réponse officielle n'a été en-



La cheffe du DIP, Anne Emery-Torracinta. LAURENT GUIRAUD

voyée à la commission. Celle-ci regrette «un manque de considération et d'écoute des difficultés rencontrées», en apprenant le refus du collège par la presse.

Pour étayer ses conclusions et prouver que la demande n'émane pas d'une minorité d'employés, la commission du personnel a organisé un nouveau vote. Notamment afin que les collaborateurs qui n'avaient pas pu s'exprimer lors du premier scrutin puissent participer. Résultat: parmi les 555 votants sur les quelque 1400 employés que compte l'OMP, 81% se sont dits favorables à un rattachement de l'OMP au Conseil d'État. Dans son courrier à ce dernier, la commission fait état d'un «fort

taux de participation» pour un scrutin organisé dans des délais «très courts», dont les résultats ont été comptabilisés ce 22 mars. Elle demande donc que la requête soit à nouveau examinée et que ses membres soient reçus par le Conseil d'État.

Lors du point presse hebdomadaire de la semaine dernière, le président Serge Dal Busco avait affirmé: «Nous avons pris note des doléances exprimées dans le courrier du personnel de l'OMP. Mais nous ne pouvons suivre la demande de détacher l'OMP du DIP. Ce ne serait pas opportun. Ce qui importe aujourd'hui, c'est que les mesures décidées soient mises en œuvre.» **Chloé Dethurens**